

Cent Tarn-et-Garonnais radicalisés sont suivis par les agents du renseignement

l'essentiel

Cent Tarn-et-Garonnais radicalisés sont suivis en permanence par les agents du renseignement intérieur du département. Le chiffre est inquiétant et démontre qu'aucun département n'est épargné.

Le chiffre varie de semaine en semaine: 98 à 103 Tarn-et-Garonnais radicalisés sont suivis selon leur indice de dangerosité par les services de renseignements du département. «Sur cette centaine de personnes, tous ne sont pas fichés S (atteinte à la sûreté de l'État)», nous confirme une source qui préfère conserver l'anonymat, et insiste pour désacraliser cette fameuse fiche qui a fait beaucoup gloser depuis que le phénomène jihadiste a explosé en France. Contrairement à ce que beaucoup pensent, tous les fichés S ne sont pas obligatoirement concernés par ce suivi rapproché et permanent des services de renseignements. Vice-versa, sur cette centaine de personnes radicalisées et suivies dans le département, un certain nombre n'est pas inscrit dans le fameux fichier. «C'est juste un outil qui nous permet de



En mars dernier, un Moissagais de 27 ans, Sébastien A., qui faisait l'objet d'une assignation à résidence depuis novembre 2015, a été interpellé par le Raid et placé en détention à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis. /Photo DDM, Max Lagarrigue

nous alerter. Si un fiché S est, par exemple, contrôlé sur un excès de vitesse, les gendarmes ont pour mission, sans éveiller les soupçons de l'intéressé, de nous renseigner sur la ou les personnes avec qui il se déplace, de relever l'immatriculation du véhicule, de savoir s'il y a présence

d'enfant. Rien de plus.»

Quarante individus jugés dangereux

Parmi cette centaine, quarante individus considérés comme les plus dangereux et capables de passer à l'acte font l'objet d'une surveillance permanente des

agents de la sécurité intérieure (SI, ex-RI et ancienne DST) du département. Un chiffre qui a son importance puisqu'il concerne près de la moitié des personnes considérées comme pouvant constituer une menace. «Ce sont, en premier lieu, les individus sur lesquels nous avons des suspicions d'un passage à l'acte en vue d'un attentat ou d'un départ en Syrie», indique la même source, qui atteste également que le chiffre de ce «spectre haut varie, le Tarn-et-Garonne étant un lieu de passage», un carrefour, comme pour la délinquance toulousaine qui fait des incursions régulières dans le département.

Les 60 % restants de ces radicalisés jugés moins dangereux sont partagés entre les fonctionnaires du renseignement territorial (RT, les anciens RG), la gendarmerie et la police. «Sur ces cas faiblement radicalisés, où l'on peut trouver des jeunes placés dans un centre (on pense, bien évidemment, au centre éducatif fermé de Saint-Paul-d'Espis ou encore l'établissement Saint-Roch, à Durfort-Lacapelette, NDLR), on assure un suivi, mais nous n'avons pas besoin, à l'instant T, de savoir où ils se trouvent.» Un suivi qui n'est toutefois pas une sinécure. Il réclame une mise à jour au fur et à mesure des vérifications. Des investigations qui sont, le plus souvent, lancées après un signalement provenant des brigades de gendarmerie: le groupement départemental ayant son propre service de renseignements centralisé à la caserne La Hire et relié au RT 82. Des enquêtes qui sont aussi lancées après à des dénonciations de certains justiciables.

Entre les inquiétudes, parfois légitimes, de certains parents qui ont une fille qui fréquente un musulman; d'autres qui ont un enfant converti à l'islam; enfin, ceux qui, dans la communauté musulmane, profitent du contexte pour charger leur époux ou épouse de s'être radicalisé afin d'obtenir un divorce ou une garde d'enfant plus favorable, la mission des fonctionnaires du renseignement

a souvent été ralentie, voire handicapée. La hausse des effectifs et la restructuration du service du renseignement tarn-et-garonnais ont toutefois permis de réduire la pile des dossiers à vérifier et d'en classer une partie ne correspondant pas ou plus au profil jugé inquiétant (*notre encadré*).

Profil: 50% ont entre 18 et 22 ans

«Les profils ont changé en deux ans, nous ne suivons plus les mêmes personnes qu'en 2014, certifie la même source. Dans les 100 qui sont suivis, beaucoup ont plus ou moins un grain.» Les cas de ces déséquilibrés psychiatriques sont nombreux et difficiles à suivre. «Pendant cinq mois, ils ne vont pas faire parler d'eux, et le mois d'après, ils peuvent passer à l'acte...»

Ces cas mis à part, ce qui ressort du profil de ces radicalisés tarn-et-garonnais, c'est l'importance des femmes: elle représente, en effet, 40 % des personnes suivies. Et si les mineurs de 14 à 18 ans ne sont qu'une petite dizaine, plus de 50 % ont entre 18 et 22 ans. Des statistiques départementales conformes, pour partie, aux chiffres dévoilés par la DGSI ou le ministère de l'Intérieur au plan national.

Le seul point positif dans cet océan d'obscurité, c'est l'absence de départ en Syrie ou en Irak depuis près d'un an dans le département. Selon nos informations, leur nombre ne dépasserait pas celui de cinq. Un chiffre toutefois à fortement relativiser car il n'inclut ni les personnes rentrées de Syrie, à l'instar du couple moissagais dont l'époux Sébastien A. a été placé en rétention administrative après les attentats du Bataclan (*notre encadré*), ni celles qui n'ont pas fait l'objet d'un signalement aux services de renseignements du département.

Max Lagarrigue.
@MaxLagarrigue

repères

+de 50

%>des radicalisés suivis. Par les services de renseignements de Tarn-et-Garonne sont des jeunes qui ont entre 18 et 22 ans. Une dizaine est mineure, le plus jeune ayant 14 ans.

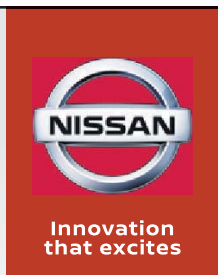
RENSEIGNEMENT: À MOISSACAUSSE

Très discrets, et l'on comprend aisément pourquoi, deux gendarmes, qui ont pour mission de lutter contre la radicalisation, ont été affectés, depuis le 1^{er} août, à la communauté de brigades de Moissac. Ces deux spécialistes du renseignement sont directement rattachés au service départemental du renseignement territorial (SDRT 82) dont ils dépendent.

Cette antenne du RT à Moissac n'a pas été choisie au hasard. «C'est clair, c'est la commune où la radicalisation est la plus implantée dans l'arrondissement, le choix allait de soi», confirme-t-on notre source. Le cas de Sébastien A., ce jeune Moissagais revenu de Syrie après avoir reçu une formation de sniper dans les rangs de Daesh et incarcéré, depuis son arrestation, à Fleury-Mérogis, suite à une enquête ouverte par le parquet antiterroriste de Paris, a fortement inquiété les autorités départementales.

Si Moissac est le cœur de cible, c'est bien l'arrondissement qui est visé par les deux gendarmes qui doivent reprendre les vieilles recettes. «Le phénomène de la radicalisation a tout changé dans notre organisation et nos méthodes de travail.» Ainsi, les agents du renseignement doivent retravailler en «milieu fermé» (téléphonie, indics) et donc sans relation avec les contacts dits «ouverts» que sont les élus et les syndicats. Moissac n'est toutefois pas un cas à part, ce sont, en tout, 75 antennes RT identiques qui ont été prévues sur tout l'Hexagone; 50 d'ici fin 2016 et 25 encore en 2017. «L'objectif, c'est de nous permettre d'avoir un maillage territorial plus efficace.» Un maillage qui avait été en partie détruit, regrettent certains professionnels du renseignement, par la réforme de 2008 qui avait mis fin aux renseignements généraux. Avec la radicalisation, les attentats de 2015, la donne a donc changé, et le travail entre les services police-gendarmerie s'est accentué au sein des SDRT.

Du côté du service de la sécurité intérieure (SI) 82, la zone de compétences géographiques a également été élargie avec la prise en main du département du Lot, dont l'unique agent SI a été rapatrié, il y a peu, à Montauban. Ainsi, le Tarn-et-Garonne, qui avait déjà récupéré le Gers, est devenu un service de renseignements interdépartemental.



EXCLUSIVITÉ NISSAN

VUE DÉGAGÉE.
PLEIN CENTRE-VILLE.
ÉQUIPEMENTS HIGH TECH.
À PARTIR DE 249 €/MOIS⁽¹⁾

+4ANS⁽³⁾
D'ENTRETIEN



Surveillance des angles morts*



Nissan AVM - Vision 360°
Aide au stationnement 4 caméras*



Alerte de franchissement de ligne*



Freinage d'urgence autonome*

NISSAN QASHQAI

Le crossover urbain.

À partir de 249 €/mois⁽¹⁾ avec 2 000 € d'apport client⁽²⁾

*Équipements disponibles de série ou en option selon versions (sauf Visia).

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SUR NISSAN.FR/OFFRES

www.laudis.fr



Laudis AUTOMOBILES - Distributeur Nissan

ZAC Albasud - Avenue de l'Europe - 82000 MONTAUBAN - 05 63 02 28 00

YOU+ NISSAN[™]
NOTRE PROMESSE. VOTRE EXPÉRIENCE.

- + Véhicule de remplacement gratuit.
- + Entretien Nissan au meilleur prix.
- + NISSAN assistance gratuite illimitée.
- + Diagnostic systématique offert.

Contactez-nous 24h/24, 7j/7 :
En France 0805 11 22 33
De l'étranger +33 (0)1 72 67 69 14

Innovier autrement. ** Dans cadre opérations d'entretien : conditions sur nissan.fr/promesse-client (1) Exemple pour un Nissan QASHQAI Visia DIG-T 115 neuf en Location Longue Durée sur 49 mois, 40 000 km maximum, 48 loyers de 249 € après (2) premier loyer de 4 021 € dont 2 000 € d'apport client et 2 021 € pris en charge par votre concessionnaire Nissan. Restitution du véhicule chez votre Concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par Diac - 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy le Grand. (3) Comportant les prestations d'entretien (hors pièces d'usure et pneumatiques) selon conditions contractuelles. **Modèle présenté :** Nissan QASHQAI Tekna DIG-T 115 avec options peinture métallisée et toit panoramique en verre, 48 loyers de 318 € après premier loyer de 6 053 € dont 2 000 € d'apport client et 4 053 € pris en charge par votre concessionnaire Nissan. Offre réservée aux particuliers, non cumulable avec d'autres offres, valable jusqu'au 31 décembre 2016 chez les Concessionnaires NISSAN participants. NISSAN WEST EUROPE SAS : nissan.fr
Consommations gamme cycle mixte (l/100 km) : 3,8 - 6,0. Émissions CO₂ (g/km) : 99 - 138.

320533